

REPUBLIQUE DU NIGER



SERVICES DU PREMIER MINISTRE DIRECTION DE CABINET

Secrétariat Permanent du Dispositif Institutionnel de
Préparation et de Suivi de la Mise en Œuvre du DSRP

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR SEINI
OUMAROU, PREMIER MINISTRE, CHEF DU
GOUVERNEMENT, À LA CEREMONIE OFFICIELLE
D'OUVERTURE DE LA CONFERENCE DES PARTENAIRES
SUR LE FINANCEMENT DE LA STRATEGIE DE
DEVELOPPEMENT ACCELERE ET DE REDUCTION
DE LA PAUVRETE DU NIGER**

Bruxelles, les 25 et 26 Octobre 2007

- **Madame la Ministre ;**
- **Monsieur le Commissaire Européen au Développement et à l'Action Humanitaire ;**
- **Monsieur le Directeur Adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement ;**
- **Mesdames et Messieurs les Ministres en charge de la Coopération des pays amis du Niger ;**
- **Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement de la République du Niger ;**
- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales ;**

- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organismes Bilatéraux et Multilatéraux de Coopération ;**
- **Distingués Invités ;**
- **Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais, avant toute chose, au nom de la délégation qui m'accompagne et en mon nom personnel, remercier très sincèrement, Madame la Ministre, les Autorités du Royaume de Belgique, pour l'accueil empreint de cordialité qui nous a été réservé, ainsi que pour toutes les dispositions pratiques qui ont été prises, en vue de permettre la tenue, dans ce prestigieux Palais d'Egmont , de la rencontre d'aujourd'hui, dont l'importance, pour le Niger, est à la mesure des légitimes

attentes qu'elle suscite en matière de développement et de coopération.

Je voudrais aussi dire merci à Monsieur Louis Michel de la Commission Européenne, qui a accepté de co-parrainer cette rencontre, mais également au Programme National des Nations Unies pour le Développement, la Banque Mondial ainsi que tous les autres partenaires bilatéraux et multilatéraux dont l'apport a été indéniable.

Au nom du **Président de la République du Niger, Son Excellence Monsieur Mamadou TANDJA**, Chef de l'Etat, du **Gouvernement** et du Peuple Nigérien, j'exprime du haut de cette tribune ma gratitude à toutes celles et à tous ceux qui, en dépit de leurs nombreuses

obligations ont tenu à répondre positivement à notre invitation, marquant par là même tout l'intérêt qu'ils portent au devenir du Niger.

Nous apprécions, à sa très juste valeur, cette disponibilité et cette marque de sollicitude à l'endroit du Niger et de son Peuple et voulons y voir le signal fort du succès qui couronnera notre dialogue.

Mesdames et Messieurs,

Cette Conférence de Bruxelles s'ouvre aujourd'hui, alors même que l'actualité nationale relayée par certains médias internationaux attire l'attention eu égard notamment à la situation d'insécurité qui, depuis plusieurs mois maintenant affecte partiellement la partie septentrionale de notre pays.

Je me fais fort en cet instant solennel, parce que nos travaux pourraient en souffrir, de lever toute équivoque et dissiper tout malentendu ; je m'attarderai sur la question centrale de la sécurité dans la partie septentrionale du Niger. Le Niger est une République jalouse de son intégrité et soucieuse de partager avec tous les pays du monde et singulièrement les pays voisins un espace de paix et de sécurité dans le respect mutuel.

Cette paix, et cette sécurité, Nous Nigériens, la voulons tous car convaincus que sans elle rien de pérenne n'est possible. Et nous avons toujours réussi à maintenir un climat de paix, de tolérance. Avec la Grâce du Tout Puissant, nous retrouverons bientôt la quiétude, la sécurité des hommes et des biens.

Je voudrais réaffirmer ici, du haut de cette tribune que le Niger n'a de problème, d'aucune nature, avec la population Touarègue de notre Peuple, ni d'ailleurs avec chacune des dix (10) composantes ethniques qui, depuis toujours, dans la diversité et l'harmonie, structurent la Nation Nigérienne.

L'Unité Nationale n'a jamais été, chez nous, un slogan creux ou une vaine profession de foi, mais une réalité tangible, vécue au quotidien, d'Est en Ouest et du Sud au Nord, par les treize millions de Nigériens que nous sommes, peuplant ce vaste territoire de 1.267.000 km².

Voici 16 ans, en effet, depuis la tenue de la Conférence Nationale Souveraine, que notre

Peuple a clairement retenu l'option de la Démocratie et de l'Etat de Droit.

C'est dire, **Mesdames et Messieurs**, que nous évoluons, au Niger, dans un cadre démocratique, qui privilégie la Règle de Droit, avec une Constitution et un dispositif institutionnel complet et totalement fonctionnel, dans les limites desquels chaque Citoyen a le droit de s'exprimer et d'exprimer les préoccupations qui sont les siennes, au sein de la Communauté Nationale.

Un tel dispositif juridique et institutionnel ne saurait s'accommoder d'une expression violente des opinions et des points de vue, sous la forme d'un irrédentisme ethnique ou identitaire, auquel on veut coûte que coûte conférer le statut de rébellion.

Comment comprendre et, à fortiori, accepter ou justifier, qu'un groupe de citoyens, quels que soient par ailleurs les motifs qui sous-tendent leur action, même et y compris pour l'instauration d'une Justice qui, selon eux, n'existerait pas en ce moment au Niger, décident de se mettre en marge de la Légalité Républicaine et de prendre les armes, contre leurs frères.

Au nom de quelle conception de la Démocratie cela est-il possible ou acceptable ?

La question mérite sincèrement d'être posée, sans complaisance et en toute responsabilité, sauf à considérer que ce qui n'est ni concevable ni acceptable sous certains

cieux, puisse l'être dans des pays comme le nôtre, au nom de je ne sais quelle conception de la Démocratie ! Je voudrais en ce moment précis, réitérer toute notre haute appréciation de la réaction de l'Union Européenne, et de certains pays amis s'agissant de cette question.

Tels sont, **Mesdames et Messieurs**, les termes réels dans lesquels se pose la problématique de la situation créée et entretenue, depuis le mois de Février dernier, dans la partie septentrionale du Niger, par des Compatriotes, regroupés au sein d'un Mouvement dit des Nigériens pour la Justice ("MNJ"), avec tout le tollé qui est fait autour de la question des négociations que le Gouvernement devrait ou non engager avec ce groupe armé !

Au demeurant, je réaffirme haut et fort que toutes les institutions de mon pays sont disposées à tout dialogue constructif si tant est qu'il se déroule dans le cadre républicain que nous nous sommes souverainement donné.

L'autre sujet, intimement lié à celui-là et sur lequel je voudrais également dire un mot, en considération du grand souci de transparence et de vérité qui anime le **Président MAMADOU TANDJA** et le **Gouvernement**, est celui de l'interpellation du correspondant de Radio France Internationale au Niger.

Le Niger d'aujourd'hui est, je le rappelle ce Pays profondément démocratique et cet Etat de Droit, jaloux de l'ensemble de ses attributs.

Notre presse est celle qui s'exprime le plus librement.

Tout Correspondant au Niger, d'une Radio étrangère qu'il soit, il n'en demeure pas moins un citoyen nigérien et à ce titre, justiciable du droit positif nigérien, comme le sont tous les Nigériens, sans distinction et sans exclusive, parmi lesquels aucun, je dis bien, aucun, du plus illustre au plus humble, n'est au dessus de la Loi !

Or, il est établi, sur la foi d'éléments précis en notre possession, que, pour des raisons qui lui sont propre, le correspondant de RFI jusqu'à son interpellation, était en intelligence ouverte avec ce groupe armé, à qui il prodiguait conseils et avis sur les actions à mener, sur ce qu'il fallait faire ou ne pas faire, dire ou ne pas

dire, dans leurs actions de déstabilisation et de remise en cause de l'intégrité territoriale de notre pays.

Parce que le Niger est un Etat de Droit, parce que au Niger tous les Citoyens sont égaux en droits et en devoirs, il a été interpellé et mis à la disposition de la Justice ; la Justice Nigérienne, libre et indépendante, à laquelle il fait lui même confiance, l'a mis sous mandat de dépôt et il doit répondre contradictoirement des charges retenues contre lui.

S'il est reconnu effectivement coupable, il assumera ses actes ; si, en revanche, il est reconnu innocent, ils sera purement et simplement relaxé; c'est ainsi que cela se passe dans tous les Etats de Droit du Monde ;

Au nom de quoi voudrait on qu'il en soit autrement au Niger ?

Voilà tout ce dont il s'agit et qui n'a rien à voir, absolument rien à voir, avec son statut de journaliste, encore moins avec sa qualité de Correspondant de RFI ; il fallait que cela soit dit !

Quant au Directeur de publication du journal « Air Info » interpellé, la procédure le concernant suit son cours et il reste entendu que dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs, à temps opportun, le Gouvernement informera l'opinion publique nationale et internationale.

La troisième question enfin, que j'ai souhaité évoquer avec vous, **Mesdames et Messieurs,**

Chers Amis, dans le contexte de cette Rencontre, est celle de l'**Affaire dite du MEBA**, qui avait en son temps largement défrayé la chronique et qui donc se trouve désormais derrière nous.

Je tiens à évoquer, dans le même souci de transparence et dans un esprit de responsabilité, ce Dossier ici, devant les distingués représentants des pays et organisations partenaires qui, par leurs importants concours financiers, appuient le Niger dans la mise en œuvre du **Programme Décennal de Développement de l'Education (PDDE)**.

Les irrégularités commises, singulièrement dans les procédures de passation des marchés ne remettaient pas en cause le mécanisme

prévu par les lois et règlements de la République.

Ces irrégularités, comme chacun le sait, ont conduit au déclenchement des mécanismes afférents à la mise en jeu de la responsabilité de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, à un niveau ou à un autre, ont été concernés par cette affaire.

Les Nigériens et la communauté internationale ont été témoins de ce que, pour la première fois, des membres du Gouvernement de la République ont été mis en examen devant la Haute Cour de Justice.

Tous les mécanismes prévus par la Constitution ont été utilisés, toutes les institutions de la République ont, chacune, en toute

indépendance, joué leurs rôles et toutes les conséquences liées à cette affaire ont été tirées.

Nous avons tiré leçon de cette douloureuse expérience et retenu ses vertus pédagogiques, puisque face à la suspension des appuis extérieurs, le Gouvernement a assuré sur ses moyens propres le déroulement de l'année académique 2007-2008 qui est effective. Aujourd'hui, le retour au respect de l'orthodoxie est devenue une réalité.

Il est simplement regrettable que cet évènement ait été saisi par nos partenaires pour geler dix milliards de FCFA devant contribuer au bon déroulement de l'année scolaire en cours, mettant ainsi en péril l'école

nigérienne et les réformes initiées avec leur concours.

Toutefois, je me dois de relever non sans une certaine satisfaction l'engagement et la volonté des partenaires de ce domaine à accompagner le Niger pour une reprise effective de nos relations.

Mesdames et Messieurs,

Si j'ai tenu, d'entrée de jeu, à évoquer avec vous, ces trois préoccupations, c'est pour souligner la parfaite sérénité, l'esprit d'ouverture et le sens de responsabilité avec lesquels le **Gouvernement** que je dirige, aborde cette Rencontre de Bruxelles.

Mesdames et Messieurs,

La stabilité politique revenue après les élections libres et transparentes de 1999, ont permis à mon pays de renouer avec la communauté internationale. Le triple scrutin, local, présidentiel et législatif de 2004 a renforcé notre marche indéniable dans l'exercice de la démocratie.

Les efforts conjugués du **Gouvernement** et de la Société Nigérienne, ont permis au Niger, avec le soutien de la Communauté Internationale, de disposer, depuis janvier 2002, d'une **Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP)**, qui constitue, depuis, le Cadre de référence de la Politique Economique, Financière et Sociale du pays.

Après cinq (5) années de mise en œuvre, la **Stratégie de Réduction de la Pauvreté** a

permis de mieux intégrer les interventions des Partenaires au Développement, aux priorités définies par le **Gouvernement**, sous l'autorité du **Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur MAMADOU TANDJA**.

Malgré les nombreux obstacles et contraintes, les différents Rapports d'étape d'exécution de la première **SRP**, révèlent que des progrès significatifs ont été accomplis, quant à l'atteinte des Objectifs de Lutte contre la Pauvreté dans un Etat qui se bat comme le nôtre.

La stabilité politique et institutionnelle dont jouit le Niger, lui a permis d'engager des Réformes qui ont conforté la Croissance Economique, améliorer la performance des

Finances Publiques et permis la mise en œuvre de Politiques Sectorielles prioritaires.

C'est ainsi que le Niger a réalisé, sans interruption, deux programmes de réformes soutenus par le Fonds Monétaire International. Il a, dans le cadre de l'amélioration de la gestion des finances publiques, conçu avec les partenaires, un cadre de référence à travers la revue sur les dépenses publiques et la responsabilité financière, le PEMFAR.

Les résultats significatifs enregistrés dans tous les secteurs ont assurément permis d'améliorer la gestion macro économique, de réaliser une mobilisation des recettes internes sans précédent.

En cette circonstance permettez moi de rappeler avec une légitime fierté l'utilisation qu'a faite mon pays et ce, avec l'aval de ses partenaires, des ressources issues de l'allègement de la dette. En effet, les ressources PPTTE ont permis de financer le développement de la plupart des secteurs sociaux de base dans le cadre du programme spécial du Président de la République. En plus de l'espoir qu'ont suscité les réalisations de ce programme au sein des populations bénéficiaires, les indicateurs en matière de développement ont été également renforcés.

Mesdames et Messieurs,

Malgré tous ces progrès remarquables enregistrés, il ressort du récent diagnostic de la Pauvreté, que la situation des Indicateurs sur

les conditions de vie des populations et demeure préoccupante à maints égards.

En effet, cette situation se caractérise, notamment, par la persistance de la pauvreté, particulièrement en Milieu Rural, la faiblesse du niveau d'instruction, la prévalence de la malnutrition dans une frange importante de la population, la faiblesse de l'accès à l'eau potable et aux Services de Santé, l'insuffisance de l'accès aux marchés, des Infrastructures d'Energie, de Transports, et de Communication.

Mesdames et Messieurs,

Les causes d'une telle situation résultent, à la fois, de contraintes d'ordre physique, démographique, et économique. Il en est

ainsi de la sévérité du climat, une dégradation continue et accélérée de l'Environnement, la faible fertilité des sols, la vulnérabilité de l'Economie aux chocs sur les termes de l'échange. Il en est également ainsi de la Croissance Démographique forte, avec un taux de fécondité parmi les plus élevés au Monde, de la continentalité du pays et l'insuffisance des Infrastructures de désenclavement interne et externe, un secteur privé encore embryonnaire.

Mesdames et Messieurs,

Telles sont quelques unes des contraintes auxquelles font face le Niger et son Peuple, et pour lesquelles la Nouvelle Stratégie que nous avons initiée et adoptée, se présente comme la thérapie la plus appropriée pour combattre

le mal de la pauvreté.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous présenter à présent les orientations générales de la stratégie, les objectifs spécifiques, les actions envisagées pour y parvenir et le financement de celle-ci.

La stratégie de Développement accéléré et de réduction de la pauvreté a été conçue à partir des Orientations fixées par le Gouvernement, sur la base des aspirations profondes des populations, des exigences de Croissance et en tenant compte de la dynamique d'Intégration Régionale dans laquelle est engagé le Niger, mais aussi, des Objectifs Internationaux de Développement.

Il s'agit, pour le **Gouvernement**, d'impulser une nouvelle vision à la **Stratégie de Développement**, afin qu'elle tienne davantage compte des potentialités et des réalités du pays, autant que d'un contexte national et international en pleine mutation.

La très forte volonté politique du **Président de la République** et du **Gouvernement**, de donner au Peuple Nigérien, de réelles raisons d'espérer, l'analyse des caractéristiques de la Pauvreté, les enseignements tirés de la mise en œuvre de la **SRP**, ainsi que les Engagements Internationaux et/ou Régionaux, auxquels le Niger a souscrit, commandent le choix d'une Vision prospective et novatrice du Développement.

Le **Gouvernement**, pour faire le lien avec la Stratégie de Réduction de la Pauvreté première génération, veillera à une allocation équilibrée des Ressources, entre les Secteurs Sociaux prioritaires et les impératifs de Croissance Economique et de Développement Durable.

Mais, nous en sommes convaincus que pour poursuivre dans cette voie, la stabilité du Cadre Macroéconomique, constitue un impératif pour une Croissance soutenue, en vue d'une amélioration durable du bien-être des populations.

Dans cette optique, le Cadre de la Dépense à Moyen Terme (CDMT) et le Plan d'Action Prioritaire, constituent incontestablement des instruments privilégiés, permettant de rendre

compte du réalisme de nos prévisions et témoigner de la pertinence et de la cohérence des choix opérés par la **Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté**.

Nous voulons d'une croissance soutenue, créatrice d'emplois et de revenus, notamment dans la sphère des pauvres, c'est le choix que nous avons fait.

Une croissance, désormais plus favorable aux pauvres, en recentrant davantage les interventions de développement sur les dimensions qui soutiennent la réduction de la pauvreté, la croissance économique et le développement humain durable.

C'est à cet effet, que nous réitérons notre engagement politique déjà orienté vers une bonne gestion des Affaires Publiques, le respect des grands équilibres macro-économiques, des Institutions démocratiques, un secteur privé dynamique et concurrentiel, une exploitation responsable et durable des Ressources Naturelles.

Mesdames et Messieurs,

De manière plus spécifique, les interventions seront davantage axées, au cours des prochaines années, sur les domaines et vecteurs ci-après :

1. l'intensification de la production rurale, combinée à une gestion concertée de la base productive;

2. l'appropriation des mesures propres à garantir la sécurité alimentaire,;
3. la réduction des risques liés à l'environnement économique de la production ;
4. l'amélioration de la compétitivité des produits nationaux ;
5. le renforcement et la valorisation des investissements en faveur des infrastructures et des équipements nationaux ;
6. le développement du Capital humain, à travers l'accès universel à l'Education et à la Santé, la promotion des Droits de la Femme et de l'Enfant, le renforcement des capacités

des ressources humaines, le changement de comportement et de mentalité ;

7. l'accès à la Justice et le rapprochement de celle-ci du Justiciable ;

8. la mise en place d'un système de solidarité en faveur des groupes de populations les plus démunies, avec l'octroi de subventions et de certaines prestations sociales ;

9. la décentralisation et la territorialisation des Politiques Publiques.

Mesdames et Messieurs,

Tout au long du processus de mise en oeuvre de la **Stratégie** le **Gouvernement** veillera

scrupuleusement, dans les Stratégies Sectorielles et les Actions, à la prise en compte des Spécificités Régionales. Cette Régionalisation sera fondée sur les Orientations de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, ainsi que sur la Décentralisation, afin de réduire les déséquilibres régionaux et intra-régionaux. Elle favorisera également, l'émergence d'un Cadre harmonisé de coordination des interventions des Partenaires à tous les niveaux.

Mesdames et Messieurs,

Le **Gouvernement** entend, également, créer les conditions de l'émergence d'une

Economie diversifiée et compétitive, dans un environnement sous-régional intégré.

L'accent sera mis, dans cette perspective, sur le développement de grappes de Croissance à haut potentiel et créatrices d'emplois, particulièrement dans les domaines du Développement Rural, de l'Artisanat, du Tourisme et des Mines.

Dans le même temps, le Secteur Privé qui assurera un rôle moteur dans le cadre de la mise en œuvre de la SDRP sera soutenu, pour en faire un pilier de la Croissance, dans l'optique d'une rentabilisation des investissements qui seront réalisés au profit de tous les secteurs vitaux. Notre pays réitère sa forte demande de se faire accompagner

dans le cadre de l'opérationnalisation du
« doing business »

Mesdames et Messieurs,

La faiblesse des principaux indicateurs sociaux, justifie amplement le choix du **Gouvernement** de garantir un meilleur accès des pauvres à des Services Sociaux de qualité, de veiller à la maîtrise de la Croissance démographique et à la réduction de la vulnérabilité, à la promotion de la Jeunesse et de faire ainsi de ce volet, un des axes principaux de la Stratégie.

Mesdames et Messieurs,

Permettez que je m'appesantisse sur un aspect particulièrement important qui

conditionne la bonne réalisation de la stratégie. Il s'agit de la nécessaire **Gouvernance de Qualité.**

Ainsi, il sera nécessaire de remédier aux défaillances et lacunes institutionnelles éventuellement constatées susceptibles d'affecter la marche de l'Etat, pour procéder aux réformes qui permettront d'asseoir les bases d'une Bonne Gouvernance politique, administrative, économique et locale.

Il en sera de même du respect strict des principes de la Démocratie pluraliste, de l'Etat de Droit, de la Consolidation de la Paix, de la Promotion des Droits de l'Homme et des Libertés, de l'indépendance de la Justice, ainsi que de la Participation Sociale et Citoyenne.

Les efforts engagés à travers la mise en place de la Commission Nationale de Dialogue Social, le Conseil National de Dialogue Politique, l'élaboration d'une Politique Nationale de Prévention et de Gestion des Conflits, et l'exécution du Programme d'Appui aux Réformes Judiciaires, sont une illustration éloquente de notre volonté de tout mettre en œuvre, pour assurer une stabilité politique durable dans notre pays.

Cependant, **Mesdames et Messieurs**, je reste persuadé que toutes ces Réformes n'ont de chance d'être menées à leurs termes que dans le cadre d'une administration publique dynamique dont les méthodes et l'organisation conduisent à une meilleure

qualité du service public et une bonne exécution de politiques publiques.

C'est pourquoi mon **Gouvernement** en plus des efforts en cours se propose de mettre en place un Programme National de Renforcement des Capacités, qui permettra aux Agents de l'Etat, de mieux appréhender les exigences de leurs fonctions, à la Société Civile et au Secteur Privé, de comprendre et de jouer pleinement leur rôle, dans le cadre de la conduite des actions de Développement.

Le processus de Décentralisation dans lequel nous nous sommes engagés, sera renforcé, car il constitue pour nous, un enjeu majeur et un défi à relever, en vue de parachever la

Démocratie à la Base et de renforcer la Gouvernance Locale.

Enfin, la généralisation de l'évaluation sera désormais un impératif cardinal pour toutes les parties prenantes à la formulation et la mise en œuvre des Politiques Publiques.

De même, le Système d'information et de suivi-évaluation constituera, désormais, l'outil privilégié de gestion publique, pour mesurer et évaluer les résultats enregistrés.

Il permettra, non seulement, de s'inspirer des enseignements, afin d'améliorer la performance de la **SDRP**, mais aussi, d'informer tous les acteurs sur les progrès réalisés.

Mesdames et Messieurs,

Ce sont là, les Axes fondateurs de notre Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté, autour desquels un large Consensus a été obtenu au niveau national.

A présent, il s'agit pour nous, de passer à la deuxième étape de notre processus, et c'est précisément la raison pour laquelle, le **Gouvernement** a souhaité réunir l'ensemble de ses Partenaires, dans le cadre d'une démarche novatrice, voulue sous la forme d'une Conférence de nos Partenaires de la Coopération, afin de leur présenter les grandes lignes de la Stratégie, ses ambitions, et les contraintes liées à sa mise en œuvre, ainsi que les appuis financiers et techniques

qui sont attendus de la Communauté Internationale.

L'option de la formule d'une conférence des Partenaires au Développement, a été délibérément prise par le **Gouvernement**, afin de capitaliser les expériences tirées du Forum des Partenaires sur la **SDRP** et de la Rencontre sur l'Efficacité de l'Aide, tenus respectivement, en Juin 2003 et en Septembre 2007 à Niamey.

Notre formule qui se démarque quelque peu des approches traditionnelles des groupes consultatifs, parrainés par la Banque Mondiale et des Processus de Tables Rondes, appuyés par le PNUD, a été parfaitement comprise et acceptée par ces deux Partenaires, qui y ont totalement adhéré et l'ont soutenue, de même que par l'Union Européenne et

plusieurs autres membres de la Communauté Internationale.

Je tiens, à cet égard, à leur adresser à tous, nos très sincères remerciements et à leur témoigner toute la reconnaissance du Niger et de son Peuple, pour les efforts inlassables et les soutiens inestimables qu'ils nous ont apportés, tout au long de ce processus.

Mesdames et Messieurs,

La présente Rencontre revêt donc, à nos yeux, une importance capitale. Elle est, en effet, pour nous, l'occasion d'engager avec vous, au delà des aspects économiques et financiers, un dialogue politique franc, autour de la stratégie de développement accéléré

et de réduction de la pauvreté, de sa mise en œuvre et de son suivi-évaluation.

Dans cette perspective, les attentes de mon **Gouvernement** se résument aux points suivants :

1. la confirmation, par les Partenaires au Développement, du Consensus général autour de notre Vision du développement et de notre démarche pour assurer la mise en œuvre de la Stratégie.

2. l'harmonisation des interventions des Partenaires au Développement et la recherche d'une meilleure coordination de l'Aide, pour assurer leur efficacité ;

3. la mobilisation de ressources financières additionnelles, pour combler le besoin de financement entre les besoins de financement du Plan d'Action Prioritaire et les ressources disponibles.

C'est dire donc, toute l'importance que nous attachons à cette Rencontre et les espoirs légitimes que nous plaçons dans cette Conférence de Bruxelles, dont les résultats seront, je l'espère, à la mesure de nos attentes.

C'est dire aussi, **Mesdames et Messieurs, Chers Amis**, notre profonde conviction quant à la volonté sincère de nos Partenaires que vous êtes, de nous accompagner dans nos efforts, au regard notamment de votre prédisposition constante, mais surtout, de l'engagement

politique qui anime le **Gouvernement** que je dirige, dans la mise en oeuvre de mesures susceptibles d'apporter les changements structurels nécessaires dans ses méthodes de gestion

Nous restons, en effet, conscients de ce que les appuis que nous sollicitons et les changements que nous attendons de votre part, dépendront, dans une large mesure, de notre propre capacité à poursuivre et à réussir les réformes engagées visant l'assainissement de notre Système de gestion financière et de financement de l'économie.

Mesdames et Messieurs,

Le **Gouvernement** est convaincu que la réalisation des objectifs de la Stratégie de

Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté, repose d'abord sur les propres efforts des Nigériens ; sur leur capacité à mobiliser les ressources internes disponibles et sur leur détermination à poursuivre efficacement les Réformes engagées.

Aussi, le **Gouvernement de la République du Niger**, réaffirme-t-il solennellement, par ma voix, sa ferme volonté de poursuivre, avec encore plus de détermination et de persévérance, le processus de Réforme et de le conduire jusqu'à son terme, afin d'en tirer le meilleur profit pour le pays.

Le Niger souhaite, dans cet élan, compter sur les appuis techniques et financiers de la Communauté Internationale, en complément de ses efforts propres, afin que, dans le cadre

d'un partenariat efficace, renforcé et dynamique, nous puissions relever ensemble, le défi majeur que constitue la lutte contre pauvreté et la création de richesse.

Mesdames et Messieurs, comme vous le savez, la SDRP devant nous permettre d'atteindre les OMD, sa mise en œuvre nécessitera pour la période 2008-2012 un financement global d'environ 7601,5 milliards de FCFA, soit 11,5 milliards d'euros. Cela équivaldrait à un investissement de 109 euros ou 237 dollars par nigérien chaque année.

La tendance actuelle de mobilisation interne bien qu'à la hausse ne permettra pas au niveau actuel, d'envisager la couverture des besoins visés.

Les ressources internes devant couvrir les besoins de mise en œuvre de la SDRP s'élèveraient à 2122,3 milliards de FCFA, soit 3,2 milliards d'euros ; d'où une attente à votre endroit, vous qui représentez la communauté internationale.

Nous gardons cependant, l'espoir que les perspectives heureuses ouvertes par l'exploitation notamment minière pour lesquelles le Niger a fait le choix d'adhérer à l'Initiative pour la transparence dans les Industries Extractives, cumulée à l'impact attendu en terme de mobilisation des investissements privés grâce à la conclusion d'un APE pro développement, seront d'un apport substantiel.

C'est également avec beaucoup d'espoir que nous enregistrons la volonté exprimée aussi bien par certains actionnaires de la Banque Mondiale demandant de porter la part des ressources IDA 15 en reconstitution, à plus de cinquante pour cent pour les pays en développement que par la Banque Islamique de Développement qui s'active à rendre opérationnel son initiative de fonds de lutte contre la pauvreté.

En outre, le Niger pays candidat au MCA, espère parachever rapidement ce programme, porteur de ressources importantes.

A cela s'ajoute la nouvelle initiative française relative aux ressources concessionnelles destinées aux pays récemment sortis du cycle de désenclavement.

Comme vous pouvez le constater, Mesdames et Messieurs, la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté restera fortement liée à une mobilisation accrue de ressources extérieures et une rationalisation des interventions des différents Partenaires au Développement tout en nécessitant la poursuite des efforts de mobilisation des ressources internes.

Elle nécessitera une évolution graduelle vers une “**Approche Programme**”, privilégiant les Aides Budgétaires, au détriment des Aides Projets et impliquant, de la part des différentes parties prenantes, des changements profonds de conception et de comportement.

Dans cette perspective, le **Gouvernement** prendra, en ce qui le concerne, toutes les dispositions pour renforcer, dans les meilleurs délais, le Dispositif Institutionnel actuel de Coordination et de Gestion des Aides Extérieures, en le dotant notamment, des mécanismes fiduciaires nécessaires permettant de garantir une bonne gestion des ressources financières et ce, conformément aux recommandations de la Rencontre de Niamey sur la Coordination, l'Harmonisation et l'Alignement de l'Aide au Niger

En outre, nous mettrons en place, un mécanisme de contrôle, permettant un suivi des Programmes en termes de décaissements, de résultats et d'impacts, mais aussi, une évaluation des objectifs spécifiques, à travers

notamment une batterie d'indicateurs sélectionnés.

Mesdames et Messieurs,

Le **Gouvernement** attend en retour de ses Partenaires, d'une part, un accroissement du volume de l'Aide, en raison de l'ampleur des besoins non satisfaits, d'autre part, une amélioration de son efficacité, afin qu'elle s'investisse non seulement dans les Secteurs prioritaires identifiés par la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté, mais également, qu'elle se déploie à travers un ensemble de procédures souples et flexibles.

Mesdames et Messieurs, chers amis,
permettez moi de souligner que signataire des

différents engagements avec nous, notamment ceux de l'atteinte des OMD, il est aujourd'hui plus qu'un devoir pour la communauté internationale de remplir sa part d'engagement, nous pensons pour cette étape avoir rempli les nôtres à travers la conception d'une stratégie très ambitieuse basée sur les OMD. Nous pensons aussi mériter vos appuis les meilleurs au regard de tous les efforts qui ont été accomplis depuis ces années.

Le Peuple nigérien au nom de la solidarité internationale ne comprendrait pas la passivité de la communauté internationale à son endroit pendant que de nombreux autres pays sont soutenus chaque jour de plus en plus.

Mais nous gardons espoir et demeurons convaincus que les efforts conjugués du **Gouvernement** et des Partenaires au Développement conduiront, dans un contexte d'**Approche Programme** généralisée, vers une harmonisation des mécanismes de gestion des différents Programmes, qui s'appuieraient notamment sur des Procédures Nationales de Gestion et de Contrôle renforcées et améliorées.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons pleinement conscience de l'ampleur des problèmes qui restent à résoudre et des contraintes liées à la situation économique et financière de notre pays.

En particulier, nous connaissons les limites imposées à l'endettement et les difficultés à mobiliser des ressources dans le cadre d'opérations de Développement, qu'elles relèvent du Secteur public ou du Secteur privé.

Nous sommes cependant déterminés à aller de l'avant, mais aussi, à faire preuve de toute la souplesse voulue, pour nous adapter aux circonstances et réagir promptement à tout ce qui pourrait apparaître comme des blocages à la réalisation de notre Stratégie.

Mesdames et Messieurs,

Je demeure également convaincu à l'avance, que comme par le passé, votre appui et votre soutien nous seront acquis.

C'est donc, sur cette note de légitime espoir, que je voudrais terminer mon allocution, en vous réitérant, au nom du **Président de la République, Son Excellence Monsieur MAMADOU TANDJA**, du **Gouvernement** et du Peuple Nigérien, tous nos remerciements et toute notre gratitude, pour les efforts soutenus et sans cesse renouvelés que vous consentez en faveur de notre pays, dans le cadre de son Développement Economique et Social.

En souhaitant plein succès à nos travaux, je déclare ouverte la **Conférence des Partenaires au Développement sur le Financement de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté au Niger.**

Je vous remercie./.